

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 27–30 octobre 2008

PROJETS APPROUVÉS PAR CORRESPONDANCE

Point 9 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2008/9-B/4
8 octobre 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR CORRESPONDANCE ENTRE LA SESSION ANNUELLE ET LA DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DE 2008 — AFGHANISTAN 10427.0

Activités de secours et de redressement consécutives au conflit

Le 16 septembre 2008, l'augmentation budgétaire a été soumise aux membres du Conseil pour approbation par correspondance. Cette révision couvrait la fourniture de 323 784 tonnes supplémentaires de produits alimentaires pour un coût de 332 400 183 dollars. L'approbation a été obtenue le 24 septembre 2008.

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	263 695 525	179 239 419	442 934 944
Coût total pour le PAM	515 400 672	332 400 183	847 800 856

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. La présente révision budgétaire a pour objet d'étendre la portée de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10427.0, conformément à l'appel révisé lancé en faveur de l'Afghanistan le 9 juillet 2008. Elle vise également à la prolonger de 12 mois — de janvier à décembre 2009 — pour l'aligner sur la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD).
2. Outre la hausse des coûts des produits alimentaires et des coûts associés, cette révision couvre le financement d'activités pilotes destinées d'une part à répondre aux besoins spécifiques des femmes et des enfants de moins de 5 ans particulièrement vulnérables et, d'autre part, à renforcer les moyens de subsistance des franges de la population les plus affectées par l'enchérissement de la nourriture. Les composantes de l'intervention se situent dans la ligne des priorités des Ministères de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et du développement rural.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION

Résumé des activités en cours

3. L'IPSR 10427.0 vise à renforcer la sécurité alimentaire et à consolider le capital humain et productif des Afghans exposés à l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines et rurales, par le biais d'activités qui incluent:
 - une aide alimentaire d'urgence en faveur des groupes vulnérables victimes de catastrophes naturelles et d'insécurité;
 - des activités Vivres contre travail (VCT) et Vivres pour la création d'avoirs (VCA) destinées à accroître la capacité des groupes vulnérables — notamment les personnes déplacées — de résister aux chocs, de subvenir à leurs besoins alimentaires et de protéger leurs moyens de subsistance;
 - une aide alimentaire aux patients tuberculeux;
 - des activités Vivres au profit de l'éducation (VPE) pour améliorer les taux d'inscription et d'assiduité dans les écoles primaires, en particulier pour les filles;
 - des activités Vivres au profit la formation (VPF) comprenant des programmes d'alphabétisation fonctionnelle et une formation professionnelle, destinées à aider les adultes pauvres des zones rurales, particulièrement les femmes, à acquérir des compétences pratiques;
 - le déparasitage;
 - l'enrichissement de la farine; et
 - une formation à l'intention des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux de contrepartie, qui contribue à la réalisation de l'Objectif stratégique 5 en renforçant les capacités de ces organismes d'identifier les besoins alimentaires, de concevoir des stratégies de livraison de l'aide, et d'assurer la mise en œuvre et le suivi des programmes appuyés par une aide alimentaire.

4. Le premier Appel conjoint en faveur de l'Afghanistan a été lancé le 24 janvier 2008: le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le PAM ont sollicité 81,3 millions de dollars pour aider 2,5 millions d'Afghans affectés par la hausse des prix des aliments; le PAM a, pour sa part, demandé 77 millions de dollars afin de distribuer 89 000 tonnes de vivres aux bénéficiaires vivant dans des zones rurales ou urbaines. Grâce à la générosité des donateurs, le Programme a pu réagir rapidement et fournir une aide alimentaire d'urgence aux groupes les plus vulnérables.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS ISSUES DE L'EXAMEN A MI-PARCOURS ET DES DIFFERENTES EVALUATIONS

Examen à mi-parcours de l'IPSR 10427.0

5. Suite à l'examen de l'IPSR 10427.0 mené à mi-parcours en mars et avril 2008, le bureau de pays a reçu les recommandations suivantes concernant la conception des activités.

Réponse à la sécheresse et à la hausse des prix

6. Les programmes doivent être planifiés dans une double perspective: une sécheresse imminente et une hausse de prix exigeant un élargissement rapide des activités pour en atténuer les effets. Les acteurs humanitaires ont besoin d'un plan d'action pour faire face à une crise qui pourrait s'amplifier avant la fin de l'année.
7. Le bureau de pays doit: i) continuer de prépositionner des stocks de blé avant l'hiver pour mener à bien les distributions selon les prévisions; ii) étudier la possibilité de travailler avec des boulangeries privées dans les zones urbaines, qui fourniraient du pain au PAM et aux centres de distribution gérés par ses partenaires; et iii) envisager la distribution de bons d'alimentation ou d'une aide en espèces.
8. Il faut poursuivre la distribution gratuite et ciblée de vivres aux ménages vulnérables affectés par la hausse des prix, le nombre de bénéficiaires étant fonction des évaluations.
9. Le bureau de pays doit poursuivre son dialogue avec le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage, et fournir un appui technique pour permettre la constitution d'une réserve céréalière stratégique, proposition actuellement étudiée par le Ministère, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque mondiale et le PAM. Toutes les parties prenantes sont conscientes qu'une telle réserve ne peut être constituée immédiatement et qu'un travail de préparation s'impose. Le PAM est prêt à aider le Gouvernement à renforcer ses capacités de gestion d'entrepôts, et de manutention et de stockage de grandes quantités de céréales, et à mettre sur pied un système d'achat et de distribution.

Appui à l'éducation

10. Il est nécessaire d'augmenter le nombre d'écoles bénéficiant de l'aide du PAM, sur la base des évaluations nationales des risques et de la vulnérabilité, en prenant également en compte les populations menacées par la hausse des prix alimentaires. Le bureau de pays doit fournir chaque jour des collations à tous les élèves dans les districts ciblés par le PAM.

11. L'aide aux enseignantes dans les districts ciblés par le PAM doit se limiter aux périodes de formation précédant le service ou durant le service, et non s'étendre à toute l'année.
12. Dans les zones recevant l'aide du PAM, les filles des classes secondaires entre la 10e et la 12e année doivent bénéficier d'un accompagnement durant leur année d'intégration dans ce nouveau cycle, en vue d'accroître la proportion des femmes enseignantes; le taux n'excède pas 28 pour cent au plan national et peut même être inférieur dans certaines régions.
13. Il faut continuer de soutenir l'alphabétisation fonctionnelle et la formation professionnelle des femmes, afin de renforcer les moyens de subsistance disponibles pour les participantes à ce type d'activités.

Rétablissement /reconstitution des moyens de subsistance

14. Il convient de travailler avec des partenaires en vue: i) de sélectionner des activités VCT susceptibles de renforcer les moyens de subsistance individuels; ii) de favoriser la création d'avoirs durables; et iii) d'étudier la faisabilité de conjuguer une aide en espèces et une aide alimentaire. Il est nécessaire d'étudier et de piloter des programmes qui aident les agriculteurs à cesser la culture du pavot, programmes fondés sur un dialogue avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et les donateurs.
15. Il faut continuer de débattre avec les partenaires de la question de "l'agriculture contractuelle", afin de lancer un plan de démarrage des achats locaux en 2009, et d'inclure l'initiative "Achats au service du progrès" aux objectifs de la nouvelle phase de l'IPSR à partir de 2010.

Évaluation par le Bureau régional de Bangkok (Asie) de l'incidence du prix élevé des denrées alimentaires et de la sécheresse

16. En janvier 2008, le Bureau régional a réalisé une évaluation rapide afin d'analyser l'incidence de la flambée des prix du marché sur les ménages urbains. Il a étudié leurs stratégies de survie et l'impact de cette nouvelle conjoncture sur leurs moyens de subsistance, leur santé et leur état nutritionnel. La mission a permis d'identifier les citoyens rendus particulièrement vulnérables par l'envolée des prix et de déterminer les meilleures mesures à prendre pour leur venir en aide.
17. La mission a également étudié, d'une part, les méthodes de ciblage permettant d'identifier les personnes nécessitant une aide et, d'autre part, les modalités de distribution, en particulier dans les zones urbaines. Les résultats concordent avec les recommandations récentes formulées par le bureau de pays suite à son analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV), qui comprenait une projection des prix du blé et de la farine de blé jusqu'à la prochaine récolte, le nombre de personnes touchées, et l'incidence des prix sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

Évaluation menée en 2008 par le Ministère de l'agriculture et la FAO avant la récolte

18. En mars 2008, le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage a mené une évaluation prospective avant la récolte, avec le concours de la FAO. La production pluviale, qui représentait 94 pour cent de la production en 2007, avait été médiocre et la production de blé irrigué avait subi une baisse importante en raison de températures hivernales extrêmes et de précipitations insuffisantes. Selon l'évaluation, la production céréalière de 2008 devrait être la plus basse depuis 2002 et 30 pour cent inférieure à celle



de 2007; elle ne couvrira que deux tiers des besoins nationaux, qui s'élèvent à 6 millions de tonnes de céréales, dont 5 millions de blé. Il sera nécessaire d'importer 2 millions de tonnes de céréales. Outre le prix élevé des denrées alimentaires, cette maigre récolte ébranle fortement la sécurité alimentaire de millions de personnes.

Analyse conjointe de la sécurité alimentaire par les Nations Unies et le Gouvernement

19. Selon les évaluations nationales des risques et de la vulnérabilité de 2007 et 2008, 42 pour cent de la population — 12 millions de personnes — vit en dessous du seuil de pauvreté, avec un revenu journalier par habitant de 0,45 dollar É.-U. ou moins, et voit sa sécurité alimentaire menacée par la faiblesse de son pouvoir d'achat. Quelque 20 pour cent supplémentaires, soit 6 millions d'individus, dépassent à peine le seuil de pauvreté et consacrent la majeure partie de leurs revenus à l'alimentation, signe d'une haute vulnérabilité aux chocs. Une augmentation minime du prix des aliments de base placerait une grande partie de la population en dessous du seuil de pauvreté et la mettrait en situation d'insécurité alimentaire car ces ménages auraient une consommation alimentaire faible ou médiocre et n'auraient pas facilement accès à l'alimentation.
20. Devant cette augmentation de la vulnérabilité causée par la flambée des prix locaux du blé et de la farine de blé, et par les mauvaises récoltes de certaines régions, le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage, l'Unité d'analyse de la vulnérabilité du Ministère de l'aménagement et du développement ruraux, le Bureau central de la statistique, et l'unité ACV du bureau de pays ont mené conjointement une étude d'impact. Cette analyse s'est appuyée sur six paramètres: i) la consommation alimentaire basée sur l'indicateur de la diversité du régime alimentaire des populations exposées à l'insécurité alimentaire; ii) une prévision de la production de blé pour 2008 réalisée par la FAO et le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage; iii) les dépenses alimentaires des ménages; iv) le profil des moyens de subsistance en fonction des revenus; v) les modifications du prix de la farine de blé durant l'année écoulée; et vi) les précipitations et les chutes de neige en 2008 comparées à celles de 2007.
21. D'après les données récentes tirées des évaluations du Gouvernement et des Nations Unies, 35 pour cent des ménages afghans — soit 5 pour cent de plus qu'en 2005 — ne satisfont pas leurs besoins énergétiques minimaux, qui sont de 2 100 calories par personne et par jour; 46 pour cent des ménages consomment peu d'aliments, et n'ont pas un régime très varié. Les dépenses alimentaires des ménages les plus démunis atteignent 85 pour cent des revenus, contre 56 pour cent en 2005. La sécheresse a entraîné une diminution importante de la production agricole.
22. Comme le font apparaître les études ACV et le suivi des prix du marché, les restrictions imposées par les pays de la région aux exportations céréalières contribuent à renchérir les prix. En conséquence, un nombre croissant de personnes sont menacées d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité, notamment les petits exploitants agricoles, les paysans sans terre, les nomades et les travailleurs occasionnels. Cette situation risque fort de se détériorer à mesure que la campagne agricole 2008/09 progressera, probablement associée à une insécurité alimentaire aggravée.
23. Le prix des aliments de base a plus que triplé entre mai 2007 et mai 2008. Pendant cette période, le prix moyen du blé dans les principales zones urbaines a quadruplé. Les augmentations ont atteint 157 pour cent à Faizabad et jusqu'à 259 pour cent à Mazar-e-Charif. Les prix ont grimpé à Kaboul de 193 pour cent, de 198 pour cent à Kandahar, de 221 pour cent à Jalalabad et de 190 pour cent à Herat. Les prix de la farine de

blé ont suivi l'ascension des prix du blé. Le prix des aliments a également grimpé dans toutes les villes entre mars et mai 2008, période durant laquelle la faim est la plus intense. Ils pourront fluctuer, voire légèrement fléchir à l'avenir, mais ils ne retrouveront pas les niveaux du début de 2007. Il est clair que la sécurité alimentaire des populations affectées ne s'améliorera pas avant la prochaine récolte de juin-juillet 2009.

Évaluation par le Ministère de la santé publique

24. D'après le Ministère de la santé publique, la malnutrition aiguë globale atteint 19,7 pour cent; 6,7 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë grave. La malnutrition grave, mesurée par un indice de masse corporelle (IMC) inférieur à 18,5, touche 24 pour cent des mères allaitantes et 19 pour cent des femmes enceintes. On ne dispose d'aucune donnée sur la malnutrition chronique, mais certaines indications laissent craindre une hausse importante de la prévalence des retards de croissance (malnutrition chronique) par rapport à 2004, date à laquelle avait été menée une enquête nutritionnelle nationale, qui avait constaté une prévalence de 54 pour cent et un accroissement de l'anémie ferriprive chez les femmes en âge de procréer.

OBJET DE LA PROLONGATION ET DE L'AUGMENTATION BUDGETAIRE

25. Il est proposé de prolonger l'IPSR 10427.0, qui doit s'achever en décembre 2008, jusqu'à la fin décembre 2009 afin de s'aligner sur le nouveau cycle du PNUAD. La révision budgétaire devrait financer des interventions supplémentaires dans le cadre de l'appel d'urgence lancé en juillet 2008 en faveur de l'Afghanistan, pour venir en aide aux personnes affectées par la hausse des prix des denrées alimentaires et par la maigreur des récoltes. Le bureau de pays mettra en œuvre un large éventail de projets pilotes: distribution de bons d'alimentation et d'espèces, distributions générales de suppléments nutritionnels, alimentation scolaire sur place et production locale d'aliments enrichis. Il s'agira aussi d'évaluer la pertinence, la faisabilité et la durabilité de ces projets, ainsi que leur potentiel de mise à l'échelle.
26. Cette prolongation permettra d'aligner l'IPSR 10427.0 sur le Plan stratégique du PAM (2008–2011) et d'étudier la meilleure manière pour le PAM de répondre aux besoins humanitaires immédiats et d'offrir des solutions à moyen et long terme pour améliorer la sécurité alimentaire en Afghanistan.

Résultats attendus

27. L'intervention visera principalement à réduire la faim, à prévenir les décès causés par ce fléau dans les zones affectées par les crises et les catastrophes, à protéger et à améliorer les moyens de subsistance, et à renforcer les capacités du Gouvernement de lutter contre la faim. Les résultats attendus correspondent aux Objectifs stratégiques 1, 3 et 5 du PAM:
- satisfaire les besoins alimentaires immédiats des personnes vulnérables aux chocs, notamment celles qui sont frappées de plein fouet par la hausse des prix des denrées alimentaires et la sécheresse;
 - prévenir la détérioration de l'état nutritionnel des femmes et des enfants de moins de 5 ans dans les zones d'intervention du PAM;
 - réduire les carences en micronutriments des enfants dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM;
 - faciliter l'accès à l'éducation des filles et des garçons qui fréquentent les écoles bénéficiant de l'aide du PAM;



- faciliter l'accès au traitement contre la tuberculose;
- reconstituer les moyens de subsistance des bénéficiaires; et
- accroître la capacité du Gouvernement et des entreprises privées de fournir de la farine enrichie.

Nouvelles activités

28. Dans les zones urbaines, les secours alimentaires, les bons d'alimentation et les transferts monétaires seront pris en charge par le Gouvernement et par des intervenants privés. Le but est de renforcer la résilience, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés et des familles affectées par la flambée des prix alimentaires et la sécheresse. Étant donné que le commerce fonctionne correctement à Kaboul et dans d'autres grandes zones urbaines, le bureau de pays recourra à plusieurs options possibles pour améliorer le pouvoir d'achat des bénéficiaires ciblés et soutenir la reprise des marchés. Il puisera dans la nouvelle panoplie d'outils du PAM et sollicitera l'avis de spécialistes sur les programmes de bons d'alimentation et/ou d'aide en espèces¹ et les filets de protection sociale reposant sur des transferts conditionnels ou non conditionnels selon le contexte local. Il étudiera la faisabilité et la rentabilité de ces différents modes d'intervention, notamment la sélection des experts et des partenaires susceptibles de fournir un appui technique, des espèces pour les articles non alimentaires, et un contrôle qualité pour la création d'actifs productifs; ces compétences serviront également à l'élaboration des politiques sectorielles du PNUAD et de la Stratégie nationale de développement de l'Afghanistan.
29. Dans les zones périurbaines et rurales, des activités de redressement VCT, dont des initiatives environnementales menées par des femmes, seront mises en place pour atténuer les effets de la hausse des prix, améliorer les moyens de subsistance individuels et aider les ménages ciblés à subvenir à leurs besoins alimentaires. Un programme pilote conduit avec le Ministère de l'aménagement et du développement ruraux et d'autres organismes proposera des activités VCT et un ensemble d'aides monétaires aux agriculteurs qui auront cessé la culture du pavot.
30. Outre les programmes de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI), le bureau de pays lancera un programme de supplémentation alimentaire dans les provinces les plus touchées par l'insécurité alimentaire et la malnutrition: des aliments prêts à consommer pour les enfants seront fournis à 37 000 enfants ciblés de moins de 2 ans; les enfants âgés de 24 à 59 mois et les femmes enceintes et mères allaitantes recevront des aliments composés enrichis. Des discussions avec le Ministère de la santé publique, l'UNICEF et l'OMS devraient déboucher sous peu sur le ciblage des bénéficiaires et des provinces concernés. Le bureau de pays fera appel à des nutritionnistes pour concevoir le programme pilote et évaluer son impact en vue d'élargir son champ d'application tant au niveau des provinces que des bénéficiaires; le programme prévoit de sensibiliser les adolescentes, les femmes enceintes et mères allaitantes, les agents chargés de promouvoir la santé et les dirigeants communautaires aux questions de nutrition, de santé et de soins à donner aux enfants. Une campagne d'information sur la malnutrition, sa prévention et les bienfaits apportés par les produits alimentaires distribués par le PAM est également prévue.
31. Le bureau de pays, qui œuvre en faveur de l'enrichissement de la farine de blé à petite échelle depuis 2004, prévoit d'amplifier cette activité et de soutenir la production locale

¹ Le bureau de pays entend mettre en place un programme pilote de distribution d'espèces et/ou de bons d'alimentation, et en tirer des enseignements pour une future mise à l'échelle. Il suivra les procédures définies par le PAM pour la mise en place de programmes pilotes d'aide en espèces.

d'aliments enrichis qui pourraient être utilisés dans les programmes SNMI. Ce volet de l'intervention devrait soutenir l'industrie alimentaire et l'économie de la région. Le bureau de pays confiera à des experts l'étude de sa faisabilité et de sa conception, ainsi que son démarrage. Le programme de sensibilisation à la nutrition, aux soins et à l'hygiène devra s'adresser à tous les bénéficiaires.

32. Le bureau de pays s'appuiera sur son expérience pour organiser le programme d'alimentation sur place de 100 000 filles et garçons dans les écoles choisies avec le concours du Ministère de l'éducation. La situation nutritionnelle afghane se caractérise par une prévalence extrêmement élevée de la malnutrition chronique et des maladies liées à des carences généralisées en micronutriments; les enfants recevront donc un repas quotidien incluant des micronutriments en poudre.
33. Le PAM oeuvrera en faveur d'un développement local centré sur les écoles qui inclura: i) des fourneaux à bon rendement énergétique; ii) des potagers scolaires améliorés et un environnement protégé avec la création de pépinières et des campagnes de plantation; iii) des réfectoires fonctionnels et salubres et iv) une sensibilisation aux soins et à la nutrition et la mobilisation de la communauté. L'alimentation scolaire sur place sera associée à des programmes complémentaires qui renforceront la productivité agricole et seront mis en œuvre avec l'appui de partenaires. Pour assurer la pérennité du financement et des activités et la diffusion des bonnes pratiques, le bureau de pays chargera des experts de vérifier que les initiatives en faveur de l'environnement telles que l'adoption de fourneaux économes en combustible, la création de pépinières et les programmes de reboisement sont rémunératrices sous la forme de crédits de carbone.
34. Les tableaux 1, 2 et 3 présentent le nombre de bénéficiaires et les rations par activité.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ			
Activité	Nombre actuel	Augmentation	Nombre révisé
Distributions générales de vivres	1 709 919	413 889	2 123 808
VCT et soutien aux programmes de protection sociale ² , dont les bons d'alimentation et les transferts monétaires	2 173 333	1 652 331	3 825 664
Composante redressement par VCT	3 030 000	824 379	3 854 379
VPF: formation des enseignants, alphabétisation et formation professionnelle	1 602 000	–	1 602 000
Alimentation scolaire, rations sèches sur place	1 500 000	–	1 500 000
Alimentation scolaire, blé à emporter	450 000	–	450 000
Alimentation scolaire, huile à emporter ³	400 000	–	400 000
Soutien du programme national de lutte contre la tuberculose	720 000	38 158	758 158
Alimentation scolaire, rations cuisinées sur place	–	100 000	100 000
Supplémentation alimentaire	–	37 000	37 000
SNMI: Femmes enceintes et mères allaitantes	–	180 000	180 000
SNMI: Enfants âgés de 24 à 59 mois	–	332 147	332 146
Total	11 185 252	3 577 904	14 763 156

² Les activités VCT et les programmes de protection sociale comptent 3,8 millions de bénéficiaires, mais le bureau de pays entend mettre en œuvre un projet pilote basé sur la distribution de bons d'alimentation et/ou d'espèces.

³ Les filles recevant de l'huile sont exclues du nombre total des bénéficiaires pour éviter un double comptage.



TABLEAU 2: RATIONS ET VALEUR NUTRITIONNELLE									
Activité	Rations par personne par jour (en grammes)								Kcal
	Blé/ farine de blé	Légumes secs	Huile	Sel	Mélange blé-soja	Biscuits à haute valeur énergétique	Aliments prêts à consommer pour les enfants	Micro- nutriments en poudre	
Distributions générales de vivres	450	50	30	5	–	–	–	–	1 918
VCT/redressement VCT	400	50	25	5	–	–	–	–	1 709
VPF, alphabétisation et formation professionnelle	200	30	15	5	–	–	–	–	893
Rations sèches sur place	–	–	–	–	–	100	–	–	450
Rations cuisinées sur place	120	40	10	5	–	–	–	1	659
Supplémentation alimentaire	–	–	–	–	–	–	50	–	260
SNMI	–	–	25	–	250	–	–	–	1 220

TABLEAU 3: RATIONS INCITATIVES, PAR PERSONNE ET PAR MOIS (en kilogrammes)								
Activité	Blé/ farine de blé	Légumes secs	Huile	Sel	Mélange blé-soja	Biscuits à haute valeur énergétique	Aliments prêts à consommer pour les enfants	Micro- nutriments en poudre
VPF, enseignants ⁴	–	–	3,7	–	–	–	–	–
Huile à emporter ⁵	–	–	3,7	–	–	–	–	–
Blé à emporter ⁶	50	–	–	–	–	–	–	–
Soutien au programme national de lutte contre la tuberculose	50	8	3,7	1	–	–	–	–

⁴ Les stagiaires reçoivent 3,7 kilogrammes d'huile par personne et par mois pendant neuf mois à titre incitatif.

⁵ Huile: 3,7 kilogrammes par personne et par mois sont distribués à titre incitatif aux filles durant 4 à 7 mois, selon l'écart constaté entre les filles et les garçons.

⁶ Blé: 50 kilogrammes par personne sont distribués une fois par an avant le début de l'hiver.

TABLEAU 4: BESOINS TOTAUX DE PRODUITS ALIMENTAIRES, PAR ACTIVITÉ (en tonnes)			
Activité	Besoins actuels	Augmentation	Besoins révisés
Distributions générales de vivres	58 040	20 821	78 861
VCT/redressement VCT	330 413	134 431	464 844
VPF, formation des enseignants, alphabétisation et formation professionnelle	42 435	23 683	66 118
Alimentation scolaire, rations sèches sur place	52 168	30 500	82 668
Alimentation, ration de blé à emporter	138 947	54 692	193 639
Alimentation scolaire, ration d'huile à emporter	26 020	8 880	34 900
Tuberculose	38 455	21 748	60 202
Alimentation scolaire, rations cuisinées sur place	–	3 344	3 344
Supplémentation alimentaire	–	333	333
SNMI: Femmes enceintes et mères allaitantes	–	8 910	8 910
SNMI: Enfants 24–59 mois	–	16 441	16 441
Total	686 478	323 783	1 010 260

MODALITES D'EXECUTION

35. L'intervention sera mise en œuvre suivant les dispositions convenues avec le Gouvernement. Le bureau de pays fera appel à des experts pour définir les modalités d'exécution des nouveaux projets pilotes; les structures d'exécution actuelles des Ministères de l'éducation, de la santé, et de l'aménagement et du développement ruraux seront employées pour apporter l'aide aux bénéficiaires ciblés. Toutes les activités pourront s'appuyer sur les modalités opérationnelles et logistiques déjà mises en place dans le cadre de l'IPSR en cours et utiliser son réseau de bureaux, de bureaux auxiliaires et de partenaires d'exécution.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
– Blé/farine de blé	224 820	348,92	78 444 045
– Huile végétale	20 590	1 829,78	37 675 161
– Légumes secs	21 926	810,62	17 773 651
– Sel iodé	2 549	86,58	220 685
– Biscuits à haute valeur énergétique	28 500	930,00	26 505 000
– Mélange blé-soja	23 047	711,01	16 386 593
– Dattes	2 000	600,00	1 200 000
– Aliments prêts à consommer pour les enfants	333	2 649,50	882 284
– Micronutriments en poudre	19	8 000,00	152 000
Total, produits alimentaires	323 784		179 239 419
Transport extérieur			56 000 000
Transport terrestre			29 900 655
Transport intérieur, entreposage et manutention (TIEM)			12 592 184
Transport terrestre, entreposage et manutention (TTEM)			42 492 839
Autres coûts opérationnels directs			5 370 000
A. Total, coûts opérationnels directs			283 102 258
B. Coûts d'appui directs (CAD)² (voir annexe I-B)			27 552 119
C. Coûts d'appui indirects (CAI) (7 pour cent)³			21 745 806
COÛT TOTAL POUR LE PAM			332 400 183

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECT (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	5 086 530
Agents nationaux	920 300
Personnel des services généraux	5 522 850
Personnel temporaire	84 500
Heures supplémentaires	117 377
Primes	5 063 186
Consultants internationaux	324 000
Consultants nationaux	504 742
Assurance-maladie	307 013
Volontaires des Nations Unies	1 247 084
Voyages officiels du personnel	2 895 260
Formation et perfectionnement du personnel	338 000
Total partiel	21 796 816
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	753 235
Charges (électricité, etc.)	638 317
Fournitures de bureau	77 718
Technologies de l'information et des communications	612 000
Assurances	190 207
Réparation et entretien du matériel	74 920
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	1 356 641
Autres dépenses de bureau	396 000
Prestations des organisations des Nations Unies	148 600
Frais bancaires	60 265
Total partiel	4 307 903
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	197 400
Véhicules	350 000
Équipement (télécommunications et informatique)	900 000
Total partiel	1 447 400
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	27 552 119

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
Autres COD	autres coûts opérationnels directs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IMC	indice de masse corporelle
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'actifs
VCT	Vivres contre travail
VPE	Vivres au profit de l'éducation
VPF	Vivres au profit de la formation